

Italie : gouvernement en formation

vendredi 28 avril 2006, par [D'ANGELI Flavia](#) (Date de rédaction antérieure : 27 avril 2006).

L'Union de Romano Prodi a remporté les élections des 9 et 10 avril d'une courte tête. La gauche alternative, qui fait partie de cette coalition de centre gauche, est désormais face à un défi : barrer la route au social-libéralisme sans pour autant favoriser le retour de Berlusconi au pouvoir.

Rome,

Les élections des 9 et 10 avril offrent un panorama très compliqué de la situation politique italienne. L'Union, la coalition de centre gauche de Romano Prodi¹, a gagné de justesse la majorité à la Chambre des députés et obtient seulement deux sénateurs de plus que le centre droit. Si l'Union dépasse en nombre de voix la Maison des libertés de Silvio Berlusconi et gagne la sympathie de la jeunesse, sa volonté de séduire l'électorat de droite ne passe pas. Du coup, la victoire a un goût amer.

Prodi, en menant une campagne électorale modérée, sans dénoncer les méfaits des politiques néolibérales, a perdu toute une frange de son électorat. Le bon résultat du Parti de la refondation communiste (PRC) au Sénat (7,5 %), même s'il a été contrecarré par un score moins brillant à la Chambre (5,8 %), démontre qu'il y avait un espace important pour une critique radicale du modèle néolibéral. Cet espace n'a pas été occupé par les forces plus importantes, et plus modérées, de l'alliance (Démocrates de gauche - DS - et La Marguerite) : leurs résultats, décevants, ont affaibli l'alliance.

Dans ce contexte, la situation s'annonce très difficile pour le PRC. La construction d'une gauche alternative et anticapitaliste en Italie se situe à un moment clé. Se barricader au gouvernement, comme le propose la majorité du parti, pourrait être une perspective très dangereuse. L'appel du PRC au sens des responsabilités et au respect de la discipline de coalition exercera une pression formidable sur le parti pour qu'il s'incline devant les choix de l'Union, le retour de Berlusconi au pouvoir étant dans la balance. L'élection du secrétaire du PRC, Fausto Bertinotti, à la présidence de l'Assemblée nationale - qui semble se confirmer - risque d'aggraver cette pression.

En tant que courant Gauche critique¹, nous avons avancé une hypothèse alternative à celle de la majorité, lors du dernier comité central des 22 et 23 avril. Les autres courants d'opposition, eux, semblent se soustraire à la nécessité d'une bataille dans le parti. Nous avons donc souligné que les conditions pour une participation du PRC au gouvernement n'étaient pas réunies. Mais nous n'avons pas occulté le fait que nos voix étaient nécessaires à la naissance du gouvernement Prodi et, surtout, au départ de Berlusconi du Palazzo Chigi (le siège du gouvernement), départ demandé par la grande majorité de l'électorat.

Ce soutien « de l'extérieur » engagerait Prodi sur la seule voie pouvant lui donner un appui social considérable : celui d'une rupture nette avec les politiques libérales et de guerre des gouvernements précédents. Quels seraient les signes de la rupture ? Le retrait immédiat des troupes italiennes d'Irak et d'Afghanistan ; l'abrogation de la loi 30 reformant l'organisation du travail, ainsi que celle

de la réforme de l'éducation et de la loi Bossi-Fini sur l'immigration ; la reprise en main de la question salariale ; le refus de toute nouvelle privatisation ; une réelle politique de désarmement.

La possibilité de battre les droites au niveau social, et plus seulement sur les plans politique et institutionnel, réside dans la construction d'une alternative sociale dépassant le schéma de l'alternance sans changement réel. Prodi, au contraire, veut placer son gouvernement dans la droite ligne des vieilles politiques néolibérales qui ont caractérisé sa présidence de l'Union européenne. La participation du PRC à ce gouvernement ne fera que retarder la perspective d'une forte gauche anticapitaliste en Italie.

Note

1. L'Union englobe, entre autres, DS (ex-communistes désormais convertis au social-libéralisme et membres de l'Internationale socialiste), La Marguerite (centristes) et le Parti de la refondation communiste (PRC, gauche antilibérale, dans lequel se trouve le courant Gauche critique où militent les membres de la IV^e Internationale).

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2156 du 27 avril 2006.